



Plan d'Action

Genre & Inclusion Sociale

PAGIS

Compact-II Maroc

Table des matières

ACRONYMES	2
INTRODUCTION	4
Pourquoi et pour qui le PAGIS ?	
Comment utiliser le PAGIS ?	
1. GENRE ET INCLUSION SOCIALE, QUELS ENJEUX ?	6
Qu'est-ce que l'Inclusion sociale ?	
Que signifie l'intégration de l'approche genre ?	
Bref aperçu des projets du Compact et des principaux enjeux	
2. L'INTEGRATION DE L'APPROCHE GENRE ET INCLUSION SOCIALE EN PRATIQUE	17
La perspective GIS dans la gestion transversale des projets du Compact	
L'activité « Education secondaire »	
L'activité « Formation professionnelle »	
L'activité « Emploi »	
L'activité « Gouvernance du foncier »	
L'activité « Foncier rural »	
L'activité « Foncier industriel »	
3. AUTRES PARAMETRES DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE GIS	32
Suivi & Evaluation	
Normes de performances environnementales et sociales	
Engagement du secteur privé	
Partenariat	
Communication	
Formation des acteurs	
Budget	
ANNEXE	37
L'intégration de l'approche GIS dans le Cycle de projet : quelques exemples d'analyses préliminaires et de check-lists	

ACRONYMES

AD	Ayant(s) Droit
AREF	Académie Régionale d'Education et de Formation
CE	Collectivité Ethnique
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEDFI	Centre d'expertise pour le développement du foncier industriel
COGES	Comité de gestion des établissements scolaires
CGE	Conseil de gestion de l'établissement
COZINE	Collectif des zones industrielles pour l'environnement
CNEEO	Centre national des examens, de l'évaluation et de l'orientation
CP	Conseil pédagogique
CSEFRS	Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique
DE	Directeur d'établissement
DP	Direction provinciale
EE	Entités d'exécution
ESOC	Environment and social oversight consultant
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FONZID	Fonds des Zones Industrielles Durables
HCP	Haut-Commissariat au Plan
INE	Instance Nationale d'Evaluation
GIS	Genre et inclusion sociale
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MIAES	Modèle Intégré d'Amélioration des Etablissements d'Enseignement Secondaire
MTIP	Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle
PAGIS	Plan d'action d'intégration des dimensions Genre et Inclusion sociale
PAR	Plan d'action de réinstallation
PEI	Projet d'Etablissement Intégré
PISA	Programme international pour le Suivi des Acquis des élèves
PNEA	Programme National d'Evaluation des Acquis des élèves
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
SFI	Société financière internationale
SGES	Système de Gestion Environnementale et Sociale
TC	Terres Collectives
TDP	Traite des personnes
TdR	Termes de Référence
UGP	Unité de gestion de projet (devenu désormais ECR : Equipe de coordination régionale)

INTRODUCTION

Pourquoi et pour qui le PAGIS ?

Conformément à la politique genre¹ et aux directives opérationnelles genre de MCC², le Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) traduit l'engagement de l'Agence MCA-Morocco et des différentes parties prenantes au Compact à promouvoir l'inclusion sociale et le genre dans toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets relevant du Compact. Son objectif est d'assurer que les contraintes socio-économiques pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux bénéfices desdits projets sont atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive sont identifiées.

Le PAGIS constitue un document de référence pour le personnel de l'Agence MCA-Morocco pour les aider à intégrer la perspective GIS dans leurs activités, et plus spécifiquement à intégrer cette approche tout au long du cycle de projet. Ce plan peut également être utile aux différentes structures nationales, régionales et locales partenaires de la mise en œuvre du Compact et aux différents prestataires (cabinets, consultants et experts) afin qu'ils puissent intégrer, de manière fluide et transversale, les approches genre et inclusion sociale, aussi bien sur les plans organisationnel et institutionnel, que sur les plans de la planification, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation.

MCA-Morocco a mis en place une Direction Inclusion Sociale et Genre, dotée des moyens humains et financiers nécessaires,³ dont la mission est d'assurer la coordination générale de l'intégration de l'approche GIS dans les projets du Compact, en s'appuyant sur le PAGIS comme feuille de route. Son rôle est également de fournir l'appui technique et intellectuel, la sensibilisation et la formation, à l'ensemble des chargés de projets et des parties prenantes afin d'assurer une intégration harmonieuse et durable de l'approche GIS.

La Direction GIS est ainsi responsable de la mise en œuvre du PAGIS, et sera soutenue dans cette mission par les directions opérationnelles et transversales de l'Agence. En particulier, les directions opérationnelles veilleront à assurer la conformité de l'exécution des projets et des activités avec le PAGIS et la politique genre de MCC. Il est, par ailleurs, attendu que la Direction de Communication soutienne activement la promotion du PAGIS à travers la conception et la mise en œuvre d'actions de communication socialement inclusives et sensibles au genre. De même, la Direction de Suivi-Evaluation et de l'Analyse économique contribuera activement au suivi-évaluation de la mise en œuvre du PAGIS en recueillant des données quantitatives et

¹<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>

²<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

³ Voir point « Budget », page 35.

qualitatives pouvant être utilisées pour consolider l'analyse sociale et genre, et faciliter le suivi des indicateurs spécifiques identifiés dans le PAGIS.

Par ailleurs, la direction GIS et la direction de la Performance environnementale et sociale (PES) collaborent étroitement avec l'appui de l'ESOC (Environment and Social Oversight Consultant) qui est chargé de la mise en œuvre du SGES (Système de Gestion Environnementale et Sociale) et de la revue des aspects PES dans une série de documents du Compact.⁴

La référence au PAGIS devra être intégrée dans les clauses des contrats des consultants et des organismes contractants, de façon à expliciter les mesures ou actions à entreprendre dans le cadre de leurs contrats particuliers. Le PAGIS est examiné annuellement avec l'ensemble des parties prenantes et éventuellement révisé.

Comment utiliser le PAGIS

La conception et la mise en œuvre du PAGIS suivent une logique itérative et reposent sur une approche consultative inclusive afin d'assurer l'implication et l'appropriation par tous les intervenants ciblés et concernés.

Le PAGIS est divisé en trois chapitres : le premier chapitre décrit les concepts genre et inclusion sociale et fournit un aperçu général sur les projets du Compact et les enjeux GIS qui les sous-tendent. Cette partie est illustrée par des encadrés reprenant certains dispositifs et normes prévus par le Compact (normes environnementales et sociales ; Plan de suivi & évaluation, stratégie de communication, etc.). Le deuxième chapitre reprend l'ensemble des actions en cours ou à venir pour assurer l'intégration effective de l'approche GIS dans les projets et activités du Compact. Le troisième et dernier chapitre est consacré aux différents paramètres dont la direction GIS tient compte pour la mise en œuvre et le suivi de l'approche GIS. Il s'agit notamment du Plan suivi et évaluation du Compact, du Plan communication, des mécanismes de collaboration et de partenariat avec le secteur privé et la société civile, ainsi que des moyens budgétaires disponibles.

Le PAGIS présente également, sous forme d'annexe, des exemples pratiques pour l'intégration de l'approche GIS aux différentes étapes du cycle de projet, prenant appui sur une série de questions (check-list) permettant de vérifier le niveau et la pertinence de l'intégration de l'approche GIS.

⁴ Voir point « Performance Environnementale et sociale », page 32

1. GENRE ET INCLUSION SOCIALE, QUELS ENJEUX ?

Qu'est-ce que l'inclusion sociale ?

L'inclusion sociale est un processus qui garantit que les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale obtiennent les possibilités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle, et bénéficient pleinement des possibilités d'embauche, de revenu et d'éducation. L'inclusion sociale leur garantit une meilleure participation aux processus de prise de décision qui affectent leur vie et un meilleur accès à leurs droits fondamentaux. Ces personnes ont généralement un accès très restreint aux organes de prise de décision et se sentent souvent impuissantes et incapables d'influer sur les décisions qui affectent leur vie quotidienne.⁵

L'identification des critères pour déterminer les personnes exclues et la forme de leur exclusion est essentielle pour suivre les progrès réalisés et évaluer l'impact des mesures prises afin de promouvoir l'inclusion sociale et de s'assurer que personne n'est laissé pour compte.⁶ Cependant, quantifier l'exclusion sociale présente des défis considérables. En effet, en raison de la portée et de la diversité du portefeuille de gestion du Compact, l'approche inclusive s'applique de différentes manières et à différents publics en fonction du périmètre d'intervention du projet. Ainsi, en matière d'employabilité, cette approche peut concerner par exemple les personnes en situation de handicap, les élèves et les apprentis provenant du milieu rural, les associations de parents, les personnes ou ménages défavorisés, etc. Dans le domaine du foncier industriel, elle peut viser aussi bien les travailleurs des zones industrielles (accessibilité de l'infrastructure, sécurité, équipements sociaux, normes RSE, etc.) que les communautés avoisinantes, notamment les jeunes chercheurs d'emploi. Quant au foncier rural, l'approche inclusive cible globalement les personnes et groupes vulnérables ne bénéficiant pas directement de la melkisation,⁷ notamment les jeunes et les femmes, selon les normes de la SFI.

Que signifie l'intégration de l'approche genre ?

L'intégration du genre est un « processus d'évaluation des implications pour les femmes et les hommes de toute action planifiée, y compris la législation, les politiques ou les programmes, dans n'importe quel domaine et à tous les niveaux. C'est une stratégie pour intégrer les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines politiques, économiques et sociétaux, afin que les femmes et les hommes en profitent ».⁸ Cette définition repose sur deux principes : que les femmes et les hommes ont des besoins, des rôles, des intérêts et un accès aux ressources et à leurs

⁵ Rapport conjoint sur l'inclusion sociale, Commission Européenne

⁶ Rapport UN 2010 sur les facteurs d'exclusion sociale

⁷ Il s'agit de la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives en propriétés individuelles au profit des ayants droit (cf. P.13)

⁸ Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)

avantages différents ; et que les femmes et les hommes doivent jouer des rôles tout aussi importants dans la réalisation d'un développement inclusif et durable.⁹

A noter que les femmes constituent la majorité des pauvres dans le monde, elles souffrent de façon inégale de la pauvreté et sont plus susceptibles de bénéficier d'opportunités économiques et sociales limitées. La réalisation de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles est donc essentielle pour le développement économique et l'éradication de la pauvreté, ainsi que pour la paix et la sécurité.

Bref aperçu des projets du Compact et des principaux enjeux GIS

La population du Maroc s'élève à 34.870.527 habitants en 2017, dont 50,6% de femmes et 28,2% de jeunes de moins de 15 ans. Avec un taux d'urbanisation en constante augmentation, la population réside majoritairement en milieu urbain (60,3%)¹⁰. Au cours de la dernière décennie, le Maroc s'est engagé dans un processus important de réformes structurelles afin de transformer en profondeur son modèle économique et social. Ces réformes ont porté en particulier, compte tenu des défis à relever, sur : la stabilité macroéconomique ; la solidité du système bancaire, l'efficacité institutionnelle ; l'intégration de l'économie mondiale ; le développement industriel ; l'emploi des jeunes et des femmes ; la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté.¹¹

Dans ce contexte, une attention particulière a été accordée par le Gouvernement du Royaume du Maroc et MCC à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration au niveau des différentes étapes de conception et de mise en œuvre des projets du Compact. En s'inscrivant dans cette perspective, le Compact s'est fixé comme objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers la croissance économique. Les analyses préliminaires, conduites lors de la phase de conception de ce programme, ont permis d'identifier les contraintes majeures entravant la croissance et l'investissement privé au Maroc, dont le capital humain et la productivité du foncier.¹² Ces analyses ont également permis de déterminer les domaines d'intervention du Compact sur la base des priorités du Gouvernement du Maroc en commun accord avec MCC, pour focaliser le Compact autour d'un nombre limité de projets.

La mise en œuvre de ce programme, entré en vigueur le 30 juin 2017, est confiée à l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco). Le budget alloué par MCC au Compact II s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain dont la valeur est équivalente à 15% au moins de la contribution

⁹ Idem

¹⁰ Données HCP, 2014

¹¹ Analyse des contraintes à une croissance large et inclusive, BAD-Gouvernement du Maroc-MCC majeures à la croissance

¹² Analyse des contraintes à une croissance large et inclusive, BAD-Gouvernement du Maroc-MCC ; l'analyse initiale sociale et genre et analyse des opportunités pour le secteur privé.

américaine. Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets : i) le Projet « Education et formation pour l'employabilité » ; ii) le Projet « Productivité du foncier ».

Projet « Education et formation pour l'employabilité » 220 millions \$	Projet "Productivité du foncier" 170 millions \$
<ul style="list-style-type: none">• Activité Education secondaire• Activité Formation professionnelle• Activité Emploi	<ul style="list-style-type: none">• Activité Gouvernance• Activité Foncier rural• Activité Foncier industriel

= = = =

Activité Education secondaire : Aperçu général et enjeux particuliers

L'activité « Education secondaire » comprend trois composantes fondamentales :

- *Développement d'un modèle intégré d'amélioration des établissements d'enseignement secondaire (MIAES)*, en vue d'améliorer l'efficacité et la performance de ces établissements en s'appuyant sur le levier du "Projet d'établissement intégré" (PEI), en tant qu'outil élaboré de manière participative et visant l'amélioration des apprentissages et des résultats scolaires.

Cette composante sera déployée dans près de 90 collèges et lycées, répartis sur trois régions représentatives du Nord, du Centre et du Sud du Royaume (Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès et Marrakech-Safi). Ces régions ont été choisies selon un ciblage fondé sur les besoins en termes d'éducation, les indicateurs de pauvreté, ainsi que sur les opportunités économiques et d'emplois offertes. Chaque établissement cible bénéficiera, dans le cadre d'une approche contractuelle, d'un appui intégré qui portera sur le renforcement de son autonomie administrative et financière, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages par des réhabilitations adéquates des infrastructures scolaires et par la fourniture d'équipements nécessaires à l'innovation pédagogique.

- *Renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information "Massar"*. Il s'agit essentiellement d'appuyer les actions entreprises par l'Instance Nationale d'Evaluation du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique et le Ministère Chargé de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle en vue de pérenniser et d'améliorer le Programme National d'Evaluation des Acquis des élèves (PNEA) et de préparer la participation du Maroc à l'évaluation internationale PISA. En ce qui

concerne le système d'information "MASSAR", il est prévu le renforcement des capacités des acteurs au niveau des différents paliers central, régional, provincial et local (établissement) dans le but d'asseoir une politique de l'éducation orientée par l'information fiable issue du système d'évaluation.

- *Développement d'une nouvelle approche d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.* Il est question au niveau de cette composante de développer, par le biais de l'assistance technique, une nouvelle approche d'entretien et de maintenance préventive et curative des infrastructures et des équipements scolaires, définissant clairement les rôles et les responsabilités des acteurs concernés. Cette approche intègre de nouvelles formes de partenariat avec le secteur privé, ainsi qu'une meilleure planification en la matière.

Le projet éducation est sous-tendu par d'importants enjeux. En effet, malgré les efforts et réformes non négligeables entrepris par le Maroc, le système d'éducation et de formation reste marqué par des faiblesses qui limitent la disponibilité de la main-d'œuvre formée (ayant suivi un cursus de formation professionnelle) et qualifiée (ayant des diplômes de l'enseignement supérieur). A noter également que l'inadéquation entre certaines formations proposées par le système d'éducation et de formation et les besoins des entreprises est une des contraintes à la croissance économique et l'employabilité des jeunes diplômés.¹³

De manière spécifique, il y a lieu de noter plus particulièrement que le taux de scolarisation au niveau secondaire collégial a atteint des niveaux très satisfaisants, affichant des taux de 82,1% pour les filles et 79,3% pour les garçons. La situation est par contre moins satisfaisante en milieu rural où le taux de scolarisation n'est que de 33,9% pour les garçons et 27,2% pour les filles.¹⁴

Les taux de scolarisation dans le secondaire qualifiant restent faibles (34,2% pour les filles et 29,4% pour les garçons en milieu urbain - 7,6% pour les garçons et 7% pour les filles en milieu rural).¹⁵ La durée moyenne de scolarisation est inférieure à la moyenne des pays ayant le même niveau de revenu, et les résultats des tests d'évaluation internationaux¹⁶ des connaissances des élèves révèlent que le Maroc affiche de faibles performances au niveau de la formation des élèves de l'enseignement secondaire.

En matière d'orientation pédagogique dans l'enseignement secondaire, les filières scientifiques accueillent 60,9% des effectifs (61,7% pour les lycéens et 60,1% pour les lycéennes) et affichent un taux de réussite de 62% au niveau global, sachant que le taux de réussite est plus élevé chez les filles (65,9%) par rapport aux garçons (58,6%) et, qu'hormis la filière de l'enseignement originel, les taux de réussite des filles est toujours supérieur à celui des garçons, quelle que soit la filière considérée.¹⁷

¹³ Analyse Initiale Sociale et de Genre réalisée dans le cadre du processus de développement du Compact II

¹⁴ HCP, 2013

¹⁵ *Idem*

¹⁶ Ces tests incluent le PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis), TIMSS (Trends in International Mathematics and Sciences Study) ou le Progress in International Reading Literacy Study (PIRLS).

¹⁷ Analyse Initiale Sociale et de Genre, *ibid.*

Les différentes analyses menées dans le cadre du Compact font ressortir un important paradoxe : les filles ont une meilleure réussite scolaire que les garçons jusqu'à l'université, mais les hommes ont une réussite professionnelle nettement meilleure que celle des femmes. Plusieurs chercheurs expliquent ce paradoxe par une subtile division socio-sexuée des savoirs à l'école (en fonction de publics scolaires différenciés, non seulement par sexe, mais aussi par l'origine sociale) qui se prolonge en une division socio-sexuée du travail professionnel et familial. Contre ce stéréotype puissant, l'école est appelée également à agir.

D'autre part, le déficit en infrastructures scolaires, l'éloignement des établissements scolaires, l'absence ou l'inadéquation des structures sanitaires en milieu scolaire, les horaires scolaires inadaptés aux conditions sociales et géographiques, la faible prise en compte des besoins des élèves en situation de handicap et le manque d'appui social et économique aux parents pauvres pour soutenir la scolarisation des filles en particulier, sont vraisemblablement autant de facteurs d'échec et de décrochage scolaires.

Enfin, selon l'enquête nationale sur le handicap,¹⁸ la majorité des personnes en situation de handicap (66,1%) est sans instruction, ce qui correspond à près de 1.476.000 personnes dont 66,6% sont des femmes. La répartition des personnes illettrées ou analphabètes selon le milieu de résidence est quasiment identique : 50,6% vivent en milieu urbain et 49,4% en milieu rural. 19,6% ont au plus un niveau d'instruction primaire, 9,5% ont un niveau d'enseignement secondaire et seulement 1,8% ont atteint un niveau d'enseignement supérieur.

Activité Formation professionnelle : Aperçu général et enjeux particuliers

L'activité « Formation professionnelle » s'articule autour de deux composantes :

- *La mise en place du fonds « Charaka » de la formation professionnelle* : ce fonds est dédié au financement de projets visant (i) la création ou l'extension et/ou la réhabilitation de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé ("PPP") et (ii) la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle tiré par la demande du secteur privé et géré en PPP.
- *L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle* : Cette composante vise à appuyer les acteurs publics et privés concernés par la formation professionnelle dans l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle. L'objectif escompté est d'améliorer la qualité du système de formation professionnelle et sa capacité à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes populations cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

La Formation professionnelle joue un rôle économique et social incontournable pour répondre aux besoins des professionnels et des industriels en préparant des lauréats et des stagiaires qualifiés. De manière générale, le système de la formation professionnelle doit, à la fois, satisfaire la demande économique exprimée par les différents secteurs en main-d'œuvre

¹⁸ Enquête nationale sur le Handicap 2014

qualifiée et répondre à la demande sociale exprimée notamment par les jeunes déscolarisés aux niveaux du secondaire collégial et qualifiant. En effet, depuis l'adoption de la Charte nationale d'éducation et de formation, le cumul des demandes pour intégrer le système de la formation professionnelle atteint 4 000 000 alors que le système n'a réussi à satisfaire que 1 400 000, selon une récente étude du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS).¹⁹

Le CSEFRS rapporte par ailleurs que le taux d'insertion des jeunes diplômés interrogés, en 2004, quatre ans après leur sortie du système de formation a atteint 56%. Toutefois, une hausse a été enregistrée en 2009 pour les lauréats de la promotion 2006 interrogés 36 mois après leur sortie, soit un taux d'insertion de l'ordre de 64%.

L'analyse par genre faite par le CSEFRS montre, d'autre part, que le taux d'insertion des hommes se situe à un niveau nettement supérieur à celui des femmes. L'écart est de 16 points pour la promotion 2000 interrogée en 2004 mais il se réduit à 6 points en 2009 pour la promotion 2006. Par ailleurs, le taux d'insertion varie selon le niveau de formation. Les lauréats détenteurs d'un diplôme de technicien et de technicien spécialisé, accèdent plus facilement au marché du travail. Ils enregistrent les taux d'insertion les plus élevés avec, respectivement, 68% et 76% en 2009 pour la promotion 2006. Les autres diplômes (spécialisation et qualification) enregistrent des taux sensiblement plus faibles.²⁰

Notons également que seulement 32% des étudiants de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelles (ETFP) sont des filles. Elles sont davantage présentes dans les niveaux de « technicien spécialisé » (46,3%) et de « technicien » (39,6%) que dans les niveaux de spécialisation (11,7%) et de qualification (17,2%).

Lorsqu'on décline la part des femmes selon les filières, on constate que leurs choix restent concentrés dans un nombre restreint de filières considérées comme moins porteuses :²¹

- Il y a en effet plus de femmes dans les filières dites « féminines », comme l'assistance aux ménages (95,2%), la coiffure et l'esthétique (65,9%), l'artisanat de service (62,6%), la santé et paramédical (61,8%) et le textile-confection (54%) ;
- Peu de femmes sont présentes dans les filières considérées traditionnellement comme masculines, telles que la chimie, parachimie et autres industries (23,7%), l'agriculture et forêts (23,7%), la pêche maritime (4,4%), le bâtiment et travaux publics (13%) et l'industrie mécanique, métallurgique et électrique (3,2%).

Enfin, certes le système de formation professionnelle contribue à l'inclusion sociale de certaines catégories vulnérables dont les détenu(e)s, les ex-détenu(e)s et les enfants d'étrangers résidant au Maroc, toutefois l'insertion des personnes en situation de handicap n'a pas encore atteint les niveaux espérés. Leur taux d'activité professionnelle reste, en effet,

¹⁹ Rapport analytique du CSEFRS « La mise en œuvre de la charte nationale d'éducation et de formation ». 2014

²⁰ *Idem*

²¹ HCP, 2013

quatre fois inférieur à celui de la population sans handicap (11,4% / 51,9%) et ils rencontrent de nombreuses difficultés en matière d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi.

Activité Emploi : Aperçu général et enjeux particuliers

L'activité « Emploi » couvre quatre composantes :

- *L'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail.* Il s'agit de l'élaboration de l'architecture globale et intégrée d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail et sa mise en œuvre afin d'améliorer la visibilité du marché du travail et de mieux éclairer la prise de décision, par les pouvoirs publics et les partenaires socio-économiques, dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la régulation du marché du travail.
- *Le financement basé sur les résultats (FBR) pour promouvoir l'emploi inclusif au profit des jeunes en difficulté des quartiers urbains et péri-urbains et des femmes,* qui sont au chômage ou inactifs économiquement. Il s'agit de procéder à la mise en place et/ou à l'amélioration de mécanismes de paiement basés sur les résultats pour les prestations et programmes d'accompagnement à l'insertion professionnelle de ces catégories de population, en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC).
- *L'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail,* y compris les prestations d'insertion des jeunes et des femmes en difficulté. L'objectif est de promouvoir la culture de l'évaluation d'impact en tant qu'outil d'aide à la prise de décision publique (basée sur des faits établis) et de faire progresser les travaux d'évaluation d'impact des programmes de promotion de l'emploi et des politiques de régulation du marché du travail au Maroc.
- *L'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel* en vue de réduire les discriminations fondées sur le genre en milieu professionnel et de promouvoir la participation des femmes dans les secteurs et les entreprises touchés directement ou indirectement par le Compact. Cette composante consiste à apporter une assistance technique portant sur le renforcement des capacités des institutions (MTIP, organisations socioprofessionnelles) en vue de promouvoir l'équité genre sur les lieux de travail (Initiative "Trophée de l'Egalité Professionnelle") et d'assister les entreprises potentiellement candidates à ce trophée en leur fournissant l'expertise requise pour la réalisation d'audits genre.

Les activités précitées ont l'ambition de répondre à un ensemble de défis et d'enjeux que connaît le marché du travail marocain. En effet, le taux d'activité des femmes au Maroc est parmi les niveaux les plus faibles dans la région MENA (23,7% seulement en 2017)²² et 80% des chômeurs sont des personnes de moins de 35 ans. En termes comparatifs, la participation

²² Rapport HCP « Le marché de travail au Maroc. Défis et opportunités », 2017

des femmes au marché du travail au niveau mondial est en constante augmentation depuis trente ans, avec un taux d'activité féminin de 52% comparé à 78% pour les hommes²³. Au niveau de la région MENA, le taux d'activité des femmes est de 26%. L'accès au marché du travail par l'entrepreneuriat est aussi limité pour certaines catégories de populations. Les populations les plus affectées restent, là encore, les jeunes femmes et les jeunes hommes, en raison principalement de barrières liées à l'accès au capital, qu'il soit financier ou social.²⁴

Le chômage des jeunes représente un autre défi de taille au Maroc. Les plus jeunes sont plus vulnérables face au chômage puisque 4 actifs chômeurs sur 5 sont des jeunes de moins de 35 ans. Les plus touchés par le chômage sont les jeunes âgés de moins de 25 ans qui représentent 18,6% des chômeurs et ceux dont l'âge est compris entre 25 et 34 ans révolus (13,9%), alors que le taux de chômage n'est que de 5% chez les personnes adultes âgées de 35 ans à 44 ans et de 1,9% pour les plus de 45 ans. En ville, un tiers des jeunes actifs de moins de 25 ans et le cinquième de ceux âgés de 25 à 34 ans sont touchés par le chômage, contre seulement 7% des hommes ayant entre 35 et 44 ans et 2,7% des hommes ayant plus de 45 ans).²⁵

Concernant les personnes en situation de handicap, 51,3% se trouvent en âge d'activité (entre 15 et 60 ans) au moment de l'enquête de 2014, soit 1.160.714 personnes. Parmi elles, seule une personne sur trois (27%) a déclaré être occupée (occupée occasionnelle ou permanente) : 313.948 personnes dont seulement 11,2% de femmes. Les personnes qui se déclarent en chômage (c'est-à-dire à la recherche d'un emploi) sont de 24,6%, soit 285.809 personnes dont 38,1% sont des femmes. Le taux de chômage est de 47,65% des personnes en situation du handicap (de léger à très sévère), soit 290 000 personnes.²⁶

Les données qui précèdent démontrent bien que les jeunes et les personnes en situation de handicap ont d'énormes difficultés pour l'insertion sur le marché du travail. Ces difficultés sont plus accentuées chez les femmes et en milieu rural.



Activité Gouvernance du Foncier : Aperçu général et enjeux particuliers

L'activité « Gouvernance du foncier » consiste à appuyer le gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie nationale foncière et son plan d'action dans l'objectif d'assurer la dynamisation du marché foncier en s'appuyant sur la facilitation de l'accès des investisseurs au foncier, la modernisation de l'arsenal juridique régissant le secteur foncier et la simplification des procédures de mobilisation du foncier.

Le foncier au Maroc est constitué, outre la propriété privée qui représente environ 75% de l'assiette foncière nationale, du domaine public de l'Etat, du domaine privé de l'Etat, du

²³ World Bank, 2011

²⁴ Analyse sociale et Genre, *ibid.*

²⁵ Rapport HCP 2011

²⁶ Enquête nationale sur le Handicap 2014

domaine forestier, du domaine des collectivités territoriales, des terres collectives (TC) qui désignent les propriétés des collectivités ethniques (CE), des terres Guich et des terres Habous. La gouvernance du foncier au Maroc pâtit de cette multiplicité de statuts, de régimes et de tutelles, générant une réalité complexe en matière d'accès au foncier et à la propriété.

Ainsi, la multiplicité des intervenants et la pluralité des textes posent des problèmes quant à la gouvernance du foncier et plus particulièrement quant à la gestion, la planification, l'optimisation, la mobilisation, la valorisation et la sécurisation du foncier, mais également par rapport à la transparence des procédures et à l'égalité des chances en matière d'accès au foncier, spécialement pour les couches les plus vulnérables et les femmes.

Foncier rural : Aperçu général et enjeux particuliers du Foncier rural

L'activité « Foncier rural » a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et efficiente en termes de délais, de coûts et de résultats socialement acceptables permettant la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise œuvre, à titre pilote, sur une superficie de 46.000 hectares de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb, et éventuellement la réadapter pour permettre au Gouvernement de la dupliquer sur d'autres périmètres d'irrigation.

Outre l'insécurité de la propriété foncière, le morcellement excessif des exploitations entraîne le faible rendement productif des parcelles. La réforme du régime des terres collectives vise à instaurer le principe d'équité et de justice sociale, afin de : i) contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations vivant sur ces terres ; ii) contribuer à la réalisation des objectifs liés à la croissance, et iii) créer un climat propice à l'intégration optimale de ces terres dans le processus de développement économique et social.

Par ailleurs, les différents rapports produits dans le cadre du Compact font état d'un déficit d'information et de sensibilisation des femmes par rapport à leurs droits en matière d'accès au foncier rural. D'autre part, le faible niveau de connaissance et d'accès des femmes aux institutions et services, tels que la vulgarisation agricole, risquerait de ne pas leur permettre de tirer pleinement partie des bénéfices associés à la melkisation.²⁷

Foncier industriel : Aperçu général et enjeux particuliers

L'activité « Foncier industriel » vise à contribuer à lever la contrainte relative à la difficulté d'accès à ce foncier en introduisant une nouvelle approche en matière de développement et de revitalisation des parcs industriels, tirée par la demande et privilégiant le partenariat public privé (PPP).

²⁷ Différentes analyses préliminaires au Compact et enquêtes de terrain

A cet effet, il sera procédé à la revitalisation/extension de deux zones industrielles à Bouznika et Had Soualem et au développement d'une nouvelle zone industrielle à Sahel Lakhyayta selon la nouvelle approche. Les sites devant abriter ces zones ont été identifiés sur la base d'un ensemble de critères, dont essentiellement la demande, l'impact économique, la viabilité financière, la surface mobilisable et l'absence de risques majeurs.

En plus des zones industrielles pilotes financées par MCC, un fonds des zones industrielles durables « FONZID » sera mis en place, conjointement avec le ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie numérique (MIICEN). Ce fonds permettra de soutenir d'autres initiatives privées ou publiques favorisant le nouveau modèle de gouvernance et de durabilité des zones industrielles, tiré par la demande.

Enfin, pour accompagner la mise en œuvre de cette nouvelle approche, un centre d'expertise pour le développement du foncier industriel a été créé et sera appelé à appuyer le Ministère en charge de l'Industrie pour la réalisation d'études ou le renforcement des capacités des acteurs qui participent au développement, l'aménagement et la gestion des zones industrielles.

Le Maroc a, en effet, placé le développement de zones industrielles inclusives et durables à la tête de ses préoccupations. Ceci implique que personne n'est exclu des avantages générés par la croissance industrielle, que la prospérité est partagée entre les hommes et les femmes et qu'une plus grande croissance économique et sociale est soutenue dans un cadre durable et respectueux de l'environnement.²⁸ En effet, il a été démontré que les zones industrielles qui n'offrent pas un emploi de qualité et une mobilité ascendante du personnel qualifié et qui ne proposent pas un environnement adapté aux préoccupations particulières des femmes, sont peu susceptibles de profiter des avantages dynamiques que peut normalement offrir une zone industrielle. En revanche, les zones industrielles qui reconnaissent la valeur des travailleurs qualifiés et cherchent à fournir l'infrastructure sociale et à proposer un environnement de travail et des conditions de travail favorables seront en mesure de se maintenir et de se développer.²⁹

Au niveau des zones industrielles, l'absence de services de sécurité (personnel de sécurité et éclairage public), de transport sécurisé (en particulier de nuit), de services médicaux, de restauration, de garderies ont été identifiés comme autant de contraintes à l'emploi et au maintien des femmes et des populations vulnérables dans ces zones industrielles.

²⁸ Le Programme de partenariat pays pour le Développement Industriel Inclusif et Durable (DIID), Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

²⁹ Source: « Special Economic Zones Progress, Emerging Challenges, and Future Directions », World Bank

2. L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GIS EN PRATIQUE

Les concepts, projets et enjeux globaux étant définis plus haut, la présente section est consacrée à la mise en pratique de l'intégration de l'approche GIS dans les projets du Compact. Il s'agit d'un **plan de travail détaillé** qui identifie les objectifs et les actions concrètes prévues ou à prévoir pour traduire de manière pratique l'intégration de l'approche GIS et pour garantir un suivi optimal des enjeux de durabilité.

Cette section réalisée sous forme de tableaux, pour en faciliter le suivi, est composée des parties suivantes :

- O- La perspective GIS dans la gestion transversale des projets du Compact : il s'agit des exigences communes à l'ensemble des projets
- A- L'activité « Education secondaire »
- B- L'activité « Formation professionnelle »
- C- L'activité « Emploi »
- D- L'activité « Gouvernance du foncier »
- E- L'activité « Foncier rural »
- F- L'activité « Foncier industriel »

Chacune des activités de ce plan est assortie des axes suivants :

- Des objectifs en termes de GIS ;
- Des actions concrètes à mener pour concrétiser l'approche GIS ;
- Des indicateurs de suivi de ces actions ;
- Les niveaux de responsabilité pour le suivi des objectifs et la mise en œuvre des actions (mis par ordre de responsabilité, de 1 à 3) ;
- L'état d'avancement : sera renseigné dans le cadre de la mise à jour annuelle du plan, en notant les progrès par rapport aux actions clés et tout éventuel problème affectant la mise en œuvre.

PERSPECTIVES GIS DANS LA GESTION TRANSVERSALE DES PROJETS DU COMPACT

Formation et sensibilisation des acteurs				
Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsables de mise œuvre	Etat d'avancement
Renforcer les capacités du personnel de l'Agence MCA-Morocco et les UGP en matière d'intégration de l'approche GIS dans les projets.	<p><u>Modules de formation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation des besoins en formation ▪ Formation GIS en matière de conception, mise en œuvre, suivi et évaluation des activités <p><u>Outils techniques et pédagogiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration de manuels et de guides pédagogiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de formation élaboré. ▪ Nbr de cycles de formation. ▪ Nbr de participants désagrégué par sexe (MCA et UGP). ▪ Manuels et boîtes à outils mis à la disposition du personnel MCA et EE. 	Direction GIS (1) Directions des projets (2) Autres directions (3)	

Procédures administratives et gestion				
Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsables de mise œuvre	Etat d'avancement
Promouvoir l'intégration de l'approche GIS au niveau de l'ensemble des procédures administratives.	<p><u>TdR et appels d'offre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration au niveau de l'ensemble des TdR et documents d'appels d'offres des contraintes identifiées et des résultats attendus en matière de GIS ▪ Organisation de séances préalables d'information relatives aux résultats attendus en matière de GIS et participation de la Direction GIS aux panels d'évaluation. ▪ Orientation et assistance technique des contractants en termes de résultats GIS attendus. <p><u>Attribution des marchés</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration du critère d'égalité de genre et d'inclusion sociale dans l'attribution des marchés (y compris les aspects relatifs à la politique RSE, GRH, traite des personnes, harcèlement, etc.) <p><u>Suivi des livrables</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen de l'ensemble des livrables et vérification que les considérations GIS sont bien assimilées et prises en compte. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'adoption de l'approche GIS intégrée dans les spécifications techniques (TdR et Appels d'offre) ▪ Critères GIS intégrés dans les grilles d'évaluation. ▪ Livrables intégrant l'approche GIS. 	Directions des projets (1) Direction de passation des marchés (1) Direction GIS (2)	

Lutte contre la traite des personnes				
Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Anticiper, réduire et atténuer les risques liés à la traite des Personnes dans les projets et activités, conformément à la Politique de lutte contre la traite des Personnes de MCC.	<p><u>Prévention</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation des risques au niveau de l'ensemble des projets et activités, notamment les projets d'infrastructures impliquant une mobilisation importante de main d'œuvre. ▪ Réalisation d'un plan de mitigation dans le cas de risques importants. ▪ Vérification de la prise en compte de la traite des personnes au niveau des plans de gestion des risques, plans de surveillance et suivi de leur mise en œuvre. ▪ Examen de l'ensemble des documents d'appels d'offre et des contrats, et intégration des éléments de langage relatifs à la lutte contre la Traite des Personnes. <p><u>Sensibilisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation des contractants et suivi du respect de la politique de lutte contre la Traite des Personnes. <p><u>Traitement des plaintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un mécanisme permettant le dépôt et le suivi de plaintes accessible à l'ensemble du personnel du MCA, des UGP et des contractants et leurs travailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité d'une évaluation en matière de la traite des Personnes et d'un plan de gestion des risques. ▪ Tous les documents d'appels d'offres et contrats concernés décrivent les exigences en matière de lutte contre la traite des Personnes. ▪ % de contractants sensibilisés. ▪ Disponibilité du mécanisme de dépôt et de suivi des plaintes. 	Directions des projets (1) Direction ISG (2) Direction Environnement (2) Direction Infrastructure (2) Direction de passation des marchés (3)	

Communication autour des projets du Compact				
Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Développer et mettre en œuvre une communication interne et externe sensible au GIS	<p><u>Stratégie et plan de communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement d'une stratégie de communication globale de l'Agence MCA-Morocco et d'un plan de communication la déclinant qui prennent en considération, de manière intégrée et transversale, la dimension GIS. <p><u>Supports techniques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement de guides spécifiques relatifs aux projets et activités, notamment en termes de communication 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité d'une stratégie de communication globale de MCA et d'un plan de communication la déclinant sensibles au GIS ▪ Disponibilité des outils pédagogiques ▪ Absence de stéréotypes de genre au niveau des supports de communication, des 	Direction Communication (1) Directions des projets (2) Direction GIS (2)	

	externe et d'organisation d'événements sensibles au GIS. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification de success stories/témoignages mettant en valeur l'approche GIS. 	messages et des événements de l'Agence MCA-Morocco.		
--	--	---	--	--

Suivi & Evaluation des projets du Compact

Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Suivre et évaluer l'impact de l'ensemble des projets et activités en matière de réduction des inégalités sociales et genre.	<u>Données et indicateurs</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Collecte systématique des données désagrégées par sexe (projets gérés directement par l'Agence MCA-Morocco ou par les partenaires bénéficiaires des différents fonds) ▪ Développement d'analyses supplémentaires visant à mesurer l'impact différencié selon le genre ou la situation de vulnérabilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le plan S&E inclut des indicateurs spécifiques au GIS 	Direction S&E (1) Direction des projets (2) Direction ISG (3)	

A/ EDUCATION SECONDAIRE

Activité A1 : Mise en place d'un Modèle Intégré d'Amélioration des Etablissements de l'Enseignement Secondaire (MIAES)

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat avancement
Promouvoir un environnement scolaire inclusif et sensible au genre	<u>Renforcement des capacités des Directions d'Etablissements (chefs d'établissements et staff administratif)</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi de l'intégration de l'approche GIS dans le plan de formation relatif à la gestion des établissements. <u>Intégration de l'approche GIS lors de la préparation et la mise en œuvre des PEI</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déploiement et suivi des formations des directions, des Comités de pilotage et de gestion ; du CGE, du CP. ▪ Déploiement et suivi des formations des membres des AREFs, des DP, UGP, et des animateurs PEI. ▪ Mise à disposition des outils et matériel d'animation intégrant l'approche GIS (des scénarios pédagogiques détaillés et des protocoles éthiques pour gérer les échanges, les interactions ainsi que les questions sensibles émergeant dans le cadre des animations). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plans de formation intégrant l'approche GIS élaborés. ▪ Nbr d'hommes et de femmes participant aux formations ▪ Outils pédagogiques et matériel d'animation sensibles à l'approche GIS et contenant les protocoles éthiques ad-hoc ▪ L'ensemble des PEI intégrant des objectifs et des actions sensibles au GIS. 	Direction éducation secondaire (1) AREF/UGP (1) Direction GIS (2)	

Améliorer la mobilisation communautaire et la participation des parents lors de l'élaboration et du suivi des PEI	<p><u>Analyse des besoins et des conditions d'une mobilisation communautaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Identification des préalables à la mobilisation communautaire pour susciter l'intérêt et l'implication des différents acteurs. <p><u>Renforcement des capacités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des associations des parents d'élèves en matière de participation et intégration de leurs préoccupations dans les PEI. Suivi de l'opérationnalisation et la redynamisation des associations des parents d'élèves et leur formation. Sensibilisation des élus et des autorités locales sur les enjeux de la participation communautaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Nbr d'associations de parents d'élèves renforcées. Nbr d'associations des parents d'élèves impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des PEI Nbr de femmes membres i) des associations de parents d'élèves et ii) actives dans les bureaux desdits associations. Nbr d'associations impliquées dans au moins deux événements annuels de l'établissement 	Direction Education secondaire (1) AREF/UGP (1) Direction GIS(2)	
Promouvoir des pratiques d'enseignement et des approches pédagogiques inclusives et sensibles au genre	<p><u>Analyse des contraintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'analyses régionales identifiant les spécificités liées au genre et aux groupes vulnérables, leurs contraintes et opportunités en matière d'accès et maintien dans la scolarité (cas des violences en milieu scolaire). Réalisation d'un état des lieux de la situation des personnes handicapées ou à besoins spécifiques dans les différentes écoles soutenues par le Compact. <p><u>Formations des acteurs éducatifs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Formation des enseignants, des inspecteurs pédagogiques et des chefs d'établissements à l'intégration de l'approche GIS dans les pratiques pédagogiques. <p><u>Activités parascolaires du Fonds de partenariat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Formation des acteurs associatifs en charge de la mise en œuvre des projets et activités du Fonds de Partenariat à l'approche GIS Appui et suivi de l'intégration de l'approche GIS dans les activités du Fonds de Partenariat. 	<ul style="list-style-type: none"> Plans de formation intégrant l'approche GIS élaborés. Nbr de cycles de formation et nbr de participants désagrégé. Nbr d'activités parascolaires intégrant l'approche GIS. Nbr d'élèves bénéficiaires des projets pédagogiques/activités parascolaires désagregés Taux d'abandon scolaire désagrégé 	Direction éducation AREF/UGP (1) Associations bénéficiaires du Fonds	
Améliorer et développer des infrastructures scolaires inclusives et sensibles au genre	<p><u>Analyses de situation GIS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'analyses GIS préalables par les Maîtres d'œuvre et des entreprises en charge de la construction, de la rénovation et de l'installation des équipements scolaires. <p><u>Travaux/Chantiers</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Intégration des considérations GIS dans les décisions et choix d'infrastructure : 	<ul style="list-style-type: none"> Conformité aux exigences GIS et accessibilité des rénovations/constructions 	Direction éducation secondaire (1) AREF/UGP (1) Direction Infrastructure (1) Direction GIS (3)	

	sanitaires/vestiaires, éclairage espaces ludiques, espaces/équipements sportifs. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi de l'intégration des considérations GIS dans la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et identification des risques (ex : harcèlement, traite des personnes) sur les chantiers 		Direction Environnement (3)	
--	--	--	-----------------------------	--

Activité A2 : Renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information Massar

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Développer un système d'information Massar et un système d'évaluation des acquis des élèves performants et inclusifs	<u>Formation des gestionnaires et des utilisateurs des différents systèmes</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation et renforcement des capacités des gestionnaires du PNEA ; du système MASSAR ; des structures du MEN en charge de l'évaluation, en matière de collecte et de traitement des données sociales et genre. <u>Collecte et Traitement des données</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Généralisation de la collecte de données désagrégées par sexe, par niveau/filière et par milieu de résidence. ▪ Développement d'indicateurs de suivi informant sur les disparités sociales et de genre, enregistrées lors des évaluations sommatives et formatives. ▪ Intégrer l'approche GIS dans la conduite des évaluations nationales et internationales et l'exploitation des résultats. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de formation sensible au GIS élaboré. ▪ Nbr de sessions de formation/sensibilisation et nbr de participants (désagré par sexe). ▪ Indicateurs de suivi et de performance scolaire sensibles au GIS renseignés. 	Direction du projet éducation secondaire (1) MEN (Direction du Système d'information : CNEEO ; INE AREF/UGP (2) Direction GIS (3)	

Activité A3 : Développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des Infrastructures et des équipements scolaires.

Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Favoriser les opportunités économiques locales lors de la mise en œuvre du nouveau Système d'entretien et maintenance (O&M)	<u>Economie solidaire</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration des considérations GIS dans la priorisation des travaux de maintenance. ▪ Recours à des entreprises locales pour l'exécution des marchés et commandes d'entretien et de maintenance. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nbr d'entreprises locales impliquées 	Direction du projet éducation secondaire (1) AREF/UGP (2) AREF Dir GIS (3)	

Activité B1 : Fonds Charaka : Financement des initiatives de création de nouveaux centres de formation professionnelle ou de reconversion des centres existants via un partenariat public-privé				
Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Développer des infrastructures inclusives et sensibles au genre.	<p><u>Analyses GIS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse GIS pour chaque centre dans le cadre de l'étude de faisabilité. <p><u>Travaux/Chantiers</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Intégration des considérations GIS dans les décisions et choix d'infrastructure : sanitaires /vestiaires, éclairage, sécurité, bien-être, etc. Suivi de l'intégration des considérations GIS dans la réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et identification des risques pendant ou sur les chantiers (ex: harcèlement, traite des personnes, travail forcé, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> % des constructions et rénovations inclusives et sensibles au genre et en conformité avec les normes SFI. 	Direction du projet FP (1) Direction Infrastructure (2) Direction Environnement (2) Direction GIS (3)	
Renforcer l'accès et le maintien des stagiaires, hommes, femmes et catégories vulnérables dans les centres de formation professionnelle créés ou appuyés dans le cadre du Fonds Charaka.	<p><u>Analyse des bonnes pratiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse visant l'identification des bonnes pratiques nationales et internationales en matière de renforcement de la mixité sociale et genre dans les filières de formations. <p><u>Assistance technique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Appui au développement et à la mise en œuvre de plans d'action GIS dans chaque centre Charaka. <p><u>Gouvernance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Intégration d'une approche inclusive et sensible au genre en matière de recrutement du personnel d'encadrement pédagogique et administratif. <p><u>Formation et sensibilisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Formation du personnel d'encadrement pédagogique et administratif à l'approche GIS et mise à sa disposition des outils techniques et pédagogiques nécessaires. Sensibilisation des stagiaires en matière de GIS. Appui à l'intégration de l'approche GIS au niveau des services d'orientation et 	<ul style="list-style-type: none"> Plans d'action GIS élaborés dans chaque centre Nbr de cycles de formations Nbr de participants aux formations désagrégé par sexe. Manuel du personnel sensible au GIS 	Direction du projet FP (1) Centres Charaka de FP (1) Direction GIS (3)	

	d'accompagnement à l'insertion professionnelle des stagiaires.			
--	--	--	--	--

Activité B2 : Appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle

Objectifs	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Veiller à ce que le cadre légal et institutionnel régissant le système de la formation professionnelle intègre les considérations GIS	<p><u>Etat des lieux et plan d'action</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'un état des lieux portant sur les textes législatifs régissant le système de la FP avec une analyse approfondie des faiblesses juridiques, financières et organisationnelles éventuelles en matière de GIS. ▪ Réalisation d'une analyse exhaustive de la capacité des acteurs de la FP à intégrer la dimension GIS et à développer des politiques qui lui sont favorables. ▪ Proposition d'un plan d'action visant l'amélioration du système de la formation professionnelle notamment dans ses aspects GIS <p><u>Mise en œuvre du plan d'action</u> <u>A définir en fonction du projet de réforme proposé (courant 2018)</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité de l'état des lieux et des recommandations. ▪ Disponibilité d'un plan d'action relatif à l'appui à la réforme du système de la FP intégrant des mesures spécifiques GIS. 	Direction du projet FP (1) Direction GIS (2)	

**Activité C1 : Promotion de l'emploi inclusif des femmes et des jeunes en difficultés d'insertion
Dans le marché de l'emploi par le financement basé sur les résultats (FBR)**

NB. Il s'agit ici d'une activité spécifiquement et entièrement dédiée à la question GIS. Sont repris, accessoirement, ci-dessous quelques objectifs, actions et indicateurs généraux inhérents à l'activité.

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Mettre en œuvre des programmes d'accompagnement à l'insertion professionnelle adaptés aux besoins spécifiques des jeunes à risque et des femmes (catégories sociales les plus vulnérables)	<p><u>Assistance Technique et formations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Appui technique pour la conception et la mise en œuvre de programmes d'accompagnement à l'insertion professionnelle adaptés aux besoins et contraintes des catégories ciblées. Formation du personnel de l'ANAPEC en matière d'évaluation des propositions soumises dans le cadre de l'appel à projets pour le financement de prestations d'accompagnement à l'attention des femmes et des jeunes Appui à la révision des procédures de l'ANAPEC en matière de financements basés sur les résultats en termes d'insertion professionnelle et en conformité avec les objectifs GIS. 	<ul style="list-style-type: none"> Plan de formation à l'attention du personnel de l'ANAPEC élaboré. Manuel de procédures de l'ANAPEC révisé et intégrant des objectifs GIS. 	Direction du projet Emploi (1)	

Activité C2 : Appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel (« Trophée genre »)

NB. Il s'agit ici d'une activité spécifiquement et entièrement dédiée à la question GIS. Sont repris, accessoirement, ci-dessous, quelques objectifs, actions et indicateurs généraux inhérents à l'activité.

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Promouvoir l'égalité de traitement et l'égalité des chances en milieu professionnel, visant une meilleure performance des entreprises.	<p><u>Etat des lieux et recommandations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse de l'égalité et de l'équité genre en milieu professionnel (secteur privé) et élaboration d'un plan d'action stratégique pour fournir l'assistance technique aux parties prenantes. <p><u>Renforcement des capacités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités du Ministère du travail pour la conception et la mise en œuvre d'initiatives innovantes d'appui au secteur privé en matière 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'un cadre d'action et d'un plan opérationnel de sa mise en œuvre 	Direction Emploi (1) Direction ISG (2)	

	<p>d'équité genre en milieu professionnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des entreprises participantes au « Trophée genre » pour l'intégration effective et durable de l'approche GIS. 			
--	---	--	--	--

Activité C3 : Appui à la mise en place d'un système intégré d'observation du marché du travail

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Renforcer la capacité technique et institutionnelle à recueillir, analyser et diffuser l'information sur le marché du travail en prenant en considération les dimensions GIS	<p><u>Analyse</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse des acteurs clés (utilisateurs et producteurs de l'information) dans le processus d'observation du marché du travail, identifiant les contraintes majeures par rapport au GIS, (forces et faiblesses/limites des mécanismes, des systèmes d'informations, des études, enquêtes et des outils mis en place pour la définition de la demande dynamique de l'emploi). <p><u>Formation des acteurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Formation des acteurs clés (producteurs d'information) pour renforcer leurs capacités de collecte, d'utilisation et de valorisation des informations sensibles au préoccupation GIS. 	<ul style="list-style-type: none"> Analyses sensibles au GIS Plan de formation sensible au GIS Nbr de cycles de formations Nbr de participants désagrégué par sexe. 	Direction Emploi (1) Direction ISG (3)	

D/ GOUVERNANCE DU FONCIER

Activité D : Appui au Gouvernement dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie foncière nationale et de son plan d'action

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Veiller à ce que la stratégie foncière nationale et son plan d'action soient sensibles à l'approche GIS	<p><u>Elaboration de la stratégie foncière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse sur les contraintes d'accès des femmes et groupes vulnérables au foncier. Mise en œuvre d'un processus de concertation inclusif, participatif et sensible au genre. Proposition de mesures de réforme notamment juridiques 	<ul style="list-style-type: none"> La stratégie foncière est élaborée en tenant compte de l'approche GIS 	Direction du projet Gouvernance du Foncier (1) Direction ISG (2)	

	<p>(le juridique couvre le législatif, le réglementaire et le procédural) sensibles au GIS à intégrer dans la stratégie foncière nationale et son plan d'action.</p> <p><u>Mise en œuvre de la stratégie</u> A définir après l'adoption de la stratégie foncière et de son plan d'action.</p>			
--	---	--	--	--

E/ FONCIER RURAL

Activité E1 : Opération de melkisation				
Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Atténuer les risques d'exclusion des femmes et des jeunes.	<p><u>Analyse et état des lieux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse relative à l'identification des pratiques (coutumes, etc.) limitant l'accès des femmes au foncier. <p><u>Enquête ménage et foncière sensible au genre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une enquête ménage et foncière dont les protocoles et outils sont sensibles au GIS. Identification des parcelles non encore exploitées et des mécanismes qui pourraient être utilisées pour améliorer l'accès à ces parcelles pa aux femmes et aux jeunes affectés par la melkisation. <p><u>L'intégration des femmes sur les listes des Ayants droits (AD) non encore établies</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des parties prenantes (Nouabs, Administrations, etc.) par rapport à l'adoption d'un processus optimisé et inclusif pour établir les listes des AD. <p><u>Information/formation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et formation des femmes et des jeunes sur leurs droits fonciers - avant et après la melkisation- en collaboration avec les associations actives en la matière. Sensibilisation et formation des parties prenantes sur un processus de melkisation sensible au GIS. <p><u>Engagement des parties prenantes et gestion des conflits</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de femmes inscrites sur les listes des AD Nbr de titres établis au nom des femmes AD Nbr de formations dispensées sensibles au GIS Taux de participation des femmes et des jeunes aux séances de formation et de sensibilisation Taux de participation des parties prenantes aux séances de formation et de sensibilisation Adoption d'un plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) sensible au GIS. 	<p>Direction Foncier Rural (1)</p> <p>Direction Environnement (2)</p> <p>Direction GIS (2)</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système de gestion des risques et conflits liés au processus de melkisation, sensible au GIS. Conception et mise en œuvre des plans de réinstallation sensibles au GIS. 			
--	---	--	--	--

Activité E2 : Investissements pour accroître la productivité agricole dans le cadre de l'opération de melkisation

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Maximiser les bénéfices économiques pour les femmes et les jeunes	<u>Mesures d'accompagnement</u> <ul style="list-style-type: none"> Concevoir une approche et des outils d'accompagnement visant l'amélioration de la situation socioéconomique des femmes et des jeunes (Regroupement, Coopératives, AGR, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> Approche et outils d'accompagnement adoptés Nbr de mesures et d'outils d'accompagnement mis en œuvre Nbr de personnes bénéficiaires, désagrégé 	Direction Foncier Rural (1) Direction Direction GIS (2)	

F/ FONCIER INDUSTRIEL

Activité F1 : Assistance technique pour le développement du foncier industriel

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Développer une stratégie nationale du foncier et des standards qui intègrent la performance sociale et genre	<u>Renforcement des capacités et assistance technique</u> <ul style="list-style-type: none"> Développement d'un plan d'accompagnement sensible à l'approche GIS en matière d'assistance technique et renforcement des capacités des parties prenantes. Proposition d'outils, notamment juridiques, relatifs à la performance 	<ul style="list-style-type: none"> Programme d'accompagnement des ZI, sensible à l'approche GIS Projet de loi incorporant des normes GIS (ZI durables et inclusives) 	Direction CEDFI (1) Direction GIS (2) Direction Environnement (3)	

	<p>sociale et genre, qui seront intégrés dans le projet de loi relatif aux ZI.</p> <p><u>Dispositifs de valorisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Conception de supports de communication visant la promotion du concept de zones industrielles inclusives et durables. Mise en place d'un programme d'accompagnement/labélisation des ZI pour renforcer leur impact économique environnemental, social et genre. 			
--	---	--	--	--

Activité F2 : Développement de Zones industrielles pilotes

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
Créer des zones industrielles inclusives et durables, alliant productivité économique, attractivité d'investissement et performance sociale.	<p><u>Etat des lieux et recommandations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse préliminaire en GIS (taux d'activité, taux de chômage, niveau de sous emplois, revenus moyens, situation socioéconomique, identification des catégories de populations vulnérables etc.) au niveau des sites pilotes, à travers l'étude ESIA. Réalisation d'une étude de faisabilité et d'un état des lieux relatifs à l'infrastructure sociale sensible au GIS dans le cadre des missions du Transaction Advisor (Restaurants, crèches, etc.). Réalisation des Évaluations des impacts environnementaux et sociaux (EIES), et des Plans de gestion environnementale et sociale (PGES) sensible au GIS. <p><u>Mise en place des services sociaux et d'un modèle de gestion de ces services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Identification des opportunités de mise en place des infrastructures et services sociaux, en collaboration avec le Transaction Advisor (ex : transport, sécurité, restaurations, crèches, incubateurs, etc.). Intégration des aspects GIS dans le contrat des développeurs pour chaque site et suivi de la mise en place de ces infrastructures et services sociaux. Identification des opportunités relatives à des projets impliquant les populations avoisinantes des ZI en collaboration avec le Transaction Advisor. <p><u>Renforcement des capacités</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> Etudes de faisabilité pour les infrastructures sociales au niveau de chaque site pilote. L'ensemble des opérations de revitalisation et d'extension sont conformes aux normes sociales élevées (SFI) Nbr de projets/services visant à accroître l'impact social dans les ZI. Disponibilité d'une infrastructure et des services destinée à l'accueil des PME. 	<p>Direction Sites pilotes (1)</p> <p>Entité de gestion de la ZI concernée en partenariat avec l'association d'entreprises (2)</p> <p>Direction GIS (3)</p> <p>Direction Environnement (3)</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à la création et au renforcement des capacités des associations d'entrepreneurs / d'industriels (ex : label RSE/RSO lutte contre le harcèlement, services sociaux, etc.) visant la dissémination de ces aspects auprès des entreprises des ZI. <p><u>Information sensibilisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Identification des opportunités de promotion de l'entrepreneuriat féminin au sein des ZI pilotes, en partenariat avec les associations représentatives des femmes cheffes d'entreprises. <p><u>Adaptation des infrastructures et mise en place de services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Intégration des besoins des PME au niveau des études relatives au sites pilotes (ex ; guichets uniques, lots de terrains adaptés, etc.). 			
Améliorer les opportunités d'emploi pour les communautés environnantes, en particulier pour les jeunes et les femmes.	<p><u>Sensibilisation et Partenariat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Identification des opportunités de partenariats entre les entreprises installées dans les ZI concernées et les entreprises (PME) implantées au niveau des communautés voisines des sites pilotes. Promotion de pratiques de recrutement inclusives (ex : journées portes-ouvertes, sensibilisation des industriels à travers leurs associations, etc.). <p><u>Initiatives d'insertion sociale et professionnelle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Identification des opportunités en matière d'emploi pour les communautés environnantes, en particulier pour les femmes et les jeunes, lors des opérations de construction et intégration des critères au niveau des TDR des contractants. Appui au développement de services/événements d'intermédiation en matière d'information sur l'offre et la demande d'emploi dans les sites pilotes. 	<ul style="list-style-type: none"> Nbr (ou %) de jeunes et de femmes des communautés environnantes qui ont obtenu un emploi. Nbr de services et d'événements d'intermédiation mis en place. 	<p>Direction Sites pilotes (1)</p> <p>Entité de gestion de la ZI concernée en partenariat avec l'association d'entreprises (2)</p> <p>Direction GIS (3)</p>	

Activité F3 : Création du Fonds des Zones Industrielles Durables (FONZID)

Objectifs GIS	Actions	Indicateurs	Responsable de mise œuvre	Etat d'avancement
---------------	---------	-------------	---------------------------	-------------------

<p>Renforcer l'impact social et genre des ZI et promouvoir une gouvernance participative</p>	<p><u>Renforcement des capacités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibilisation du gestionnaire du FONZID sur les aspects GIS et leur impact sur la performance et la durabilité des zones industrielles. <p><u>Sélection des projets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration des dimensions GIS au niveau des critères de sélection des projets. ▪ Sensibilisation des soumissionnaires au FONZID (organisation d'ateliers) pour assurer l'impact social du projet. ▪ Appui technique en matière d'intégration et supervision des aspects GIS des projets. <p><u>Conception et mise en œuvre des projets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui technique et supervision des projets/services orientés vers le marché qui ont un fort impact social (ex : incubateurs pour les PME ; services de garderies, etc. impliquant les entreprises, les autorités locales et les communautés avoisinantes). ▪ Appui au développement de partenariats (au moins un) relatifs à la mise en place d'un incubateur au niveau des sites pilotes. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité d'un programme de formation et d'un plan d'accompagnement du FONZID ▪ Nbr de projets/services visant à accroître l'impact social dans les ZI. ▪ Nbr d'actions/services mis en place et ratio de services spécifiquement destinés aux femmes. ▪ Nbr et ratio de femmes bénéficiaires des services collectifs (données désagrégées par type de services) 	<p>Direction Fonzid (1) Direction GIS (2)</p>	
---	--	---	---	--

III - AUTRES PARAMETRES DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU COMPACT

Suivi & Evaluation

MCC assure la supervision de l'intégration de l'approche genre, qui est une dimension prise en considération lors de l'évaluation de la performance des pays partenaires chargés de la mise en œuvre des programmes Compact.

Le Plan de S&E réalisé par l'Agence MCA-Morocco dans ce cadre vise entre-autre à évaluer le degré de prise en compte des contraintes sociales et des inégalités de genre, ainsi que l'atteinte des résultats attendus en matière d'ISG. Le plan de S&E comprend donc des indicateurs ventilés par sexe, âge, milieu de résidence (rural/urbain) et revenu. La direction ISG vérifiera l'adéquation des indicateurs proposés par la Direction S&E avec l'approche ISG et œuvrera à l'identification de nouveaux indicateurs, le cas échéant, en cohérence avec le PAGIS. En parallèle, la Direction ISG, en partenariat avec les Directions de projets, s'assurera que l'ensemble des livrables et rapports remis par les contractants et consultants contiennent des données ventilées par sexe.

Un certain nombre d'évaluations d'impact est prévu dans le cadre de la mise en œuvre du Compact II. Ces évaluations d'impact devraient reposer sur des méthodes d'évaluation qualitative et quantitative et devraient informer sur l'impact des projets et activités aussi bien sur les hommes que sur les femmes et sur les différentes catégories de populations, notamment les populations vulnérables. Les évaluations d'impact seront réalisées par des organismes externes sous la supervision de la Direction S&E.

Des études spécifiques au suivi et à l'impact du PAGIS, afin de déterminer de façon qualitative et quantitative le degré de participation aux activités et l'accès aux bénéfices des femmes et des populations vulnérables, seront également réalisées par un organisme externe sous la supervision conjointe de la Direction S&E et la Direction ISG.

Normes de performance environnementale et sociale

Les directives environnementales de MCC établissent un processus visant à s'assurer que les projets entrepris dans le cadre des programmes financés par le Compact sont respectueux de l'environnement, qu'ils sont en conformité avec les exigences légales et réglementaires nationales applicables et qu'ils ne sont susceptibles de causer aucun danger significatif pour l'environnement, la santé ou la sécurité. Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) fournissent les critères spécifiques que les projets et les activités du Compact doivent respecter ainsi que les principes qui doivent prévaloir lors des différentes phases de développement des projets.

La Direction GIS et la Direction PES collaborent étroitement avec l'appui de l'ESOC (environment and social oversight consultant) qui procédera à la mise en œuvre du SGES

(Système de Gestion Environnementale et Social) et à la revue des aspects PES des documents suivants :

- Études de faisabilité et de conception liées à toutes les activités du Compact, y compris, la proposition des tracés des infrastructures sur site et hors site ;
- Les EIES, les PGES, les Plans d'Actions de Réinstallation (PAR), les directives sur les bonnes pratiques, les audits environnementaux, les Plans de Restauration des Sites, les Plans de Santé et de Sécurité, et les Plans d'Intégration Genre ;
- Les mémo techniques (partie PES) préparés par les entreprises d'exécution des travaux et de leurs plans d'actions.

L'ESOC appuiera MCA dans ses interactions avec les parties prenantes clés pertinentes au programme et à ses activités en matière d'ES (notamment parties prenantes institutionnelles).

Compte tenu de leur caractère transversal et complémentaire, des réunions régulières entre les Directions SIG et PSE pour s'assurer que la duplication des efforts est évitée, que des synergies sont recherchées et que les lacunes dans la couverture des problèmes sont minimisées.

Engagement du secteur privé

Le secteur privé, en tant que principal moteur de la croissance économique et créateur d'emplois, apparaît comme un partenaire privilégié pour le développement d'une croissance durable et inclusive. Son engagement dans les processus de développement du Compact II, de mise en œuvre et de financement, le cas échéant, des projets et activités, est au cœur de l'agenda du tandem Agence MCA-Morocco/MCC. Ainsi, ce secteur privé (particulièrement les entreprises) qui escompte d'améliorer son image, d'assumer sa responsabilité sociale, de réduire les risques commerciaux et de s'ouvrir à de nouvelles perspectives commerciales, pourra contribuer à la réduction de la pauvreté et construire une prospérité partagée dont bénéficieront les couches les plus vulnérables y compris les femmes.

La Direction GIS travaillera en étroite collaboration avec le « Spécialiste de l'engagement du secteur privé » de l'Agence MCA-Morocco pour s'assurer que les partenariats développés avec ce secteur ont des retombées positives sur les populations, particulièrement en matière de création d'emplois locaux et de conditions de travail inclusives, non discriminantes et décentes.

Partenariat

En 2015, à l'instar des 193 Etats membres des Nations Unies, le Royaume du Maroc a adopté le « Programme de développement durable à l'horizon 2030 » et ses 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), qui visent à mettre fin à la pauvreté et à lutter contre les inégalités. L'approche partenariale à instaurer entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile fait l'objet d'un objectif à part entière (cf. Objectif 17 des ODD). Cette place conférée au partenariat est encore plus importante lorsqu'il s'agit de la question du genre et de l'inclusion des plus vulnérables, ce qui nécessite d'unir toutes les forces — gouvernements, société civile, milieux scientifique et universitaire, médias et secteur privé — pour atteindre les objectifs fixés.

L'intégration pleine et entière des principes d'égalité de genre et d'inclusion sociale à travers l'ensemble du travail de l'Agence MCA-Morocco serait limitée en l'absence de partenariats forts avec un large éventail d'organisations. Le PAGIS s'inscrit, à cet égard, à la fois dans des partenariats opérationnels tournés vers la réalisation d'une série de projets concrets (ex : partenariats avec les entités d'exécution du Compact, UGP), ainsi que dans des partenariats stratégiques qui visent à développer des relations et des espaces de concertation pour mieux servir la question de l'ISG (les instances institutionnelles concernées par la question de l'inclusion sociale et du genre ; la société civile ; les universités ; les ONG ; les Organisations Internationales, etc.).

Communication

L'Agence MCA-Morocco s'engage à développer des projets et des activités socialement inclusives et véhiculant les valeurs fondamentales de l'inclusion sociale et du genre. Cet engagement se traduit notamment au niveau de l'organisation d'actions de communication et de la diffusion de messages qui visent à encourager la participation de l'ensemble de la population aux activités et garantir son accès aux bénéfices du Compact II.

Des efforts particuliers seront déployés afin de rendre l'approche ISG à la fois accessible et pertinente pour toutes les personnes et services concernés par sa mise en œuvre. Les communications externes de l'Agence MCA-Morocco s'appuieront sur des messages clairs de la part des responsables de l'Agence et des responsables des projets. En interne, le personnel de l'Agence MCA-Morocco bénéficiera de formations sur l'approche genre et inclusion sociale intégrant une composante communication et des supports ciblés (manuels et boîtes à outils).

La stratégie et les plans de communication qui seront développés par la Direction Communication, se baseront sur deux principaux niveaux d'entrée :

Niveaux d'intégration

- *Portail Internet*
Le portail internet de l'Agence MCA-Morocco représentera une réelle vitrine de l'action du Compact II dans le domaine du genre et de l'inclusion sociale. Il proposera, par exemple, une rubrique dédiée aux actions GIS afin d'informer sur les objectifs et progrès réalisés au niveau de chaque projet. Seront également disponibles au niveau de cette rubrique, l'ensemble de la documentation de référence (ex: PAGIS, Politique Genre MCC etc.) et des outils pédagogiques.
- *Newsletter*
La newsletter de l'Agence MCA-Morocco, devra reprendre, dans la mesure du possible, des success-stories en lien avec l'approche GIS et consacrera une place de choix à des interviews de personnalités spécifiques afin de créer des modèles positifs.
- *Publications*
Les publications de l'Agence MCA-Morocco (rapport, études, brochures, vidéos, etc.) doivent être dépourvues de tout message ou images stéréotypés et devront utiliser une langue inclusive.
- *Événements*
L'ensemble des événements de l'Agence MCA-Morocco doivent refléter les valeurs du Compact, en termes d'accessibilité et d'inclusion (voir niveau de vérification).

Niveaux de vérification

- *Cahier des charges* (critère d'éligibilité intégrant systématiquement l'approche GIS).
- *Mots et messages* (neutralité, diversité, non-discrimination et absence de stéréotypes).
- *Illustrations/images/couleurs* (neutralité, diversité, non-discrimination et absence de stéréotypes).
- *Expertise et animation* (mixité, parité, visibilité et valorisation des femmes et des hommes).
- *Accessibilité/événements* (langue, espace, horaires, sécurité, transport, etc.).

Formation

L'ensemble des directions des projets relevant du Compact II pilotent des activités spécialement dédiées à l'ISG (cf. plan d'action supra). Aussi le personnel est conscient de la complexité de l'approche genre qui requiert toujours une forte contextualisation. La direction ISG conduira une analyse des besoins en formation du personnel de l'Agence MCA-Morocco et les UGP et mettra en place un programme de formation visant à renforcer leurs capacités autour de l'intégration de l'approche genre et inclusion sociale dans les projets du Compact.

Budget

L'Inclusion Sociale et Genre au niveau des projets et activités du Compact se traduit par la conduite d'analyses comparatives, de diagnostics et d'évaluations ainsi que le déploiement d'actions de communication, de renforcement de capacités et d'assistance technique. La conception et la supervision de ces actions sont confiées à la Direction ISG en étroite concertation et collaboration avec les Directions de Projets. Ces actions sont directement financées sur les budgets des projets et activités du Compact. Les révisions du PAGIS intégreront une actualisation du financement des actions ISG. Aussi, en dehors des sessions d'actualisation du PAGIS, de nouvelles actions ISG pourront être proposées par la Direction ISG en fonction du développement des projets et activités du Compact.

Mises à jour

Pour assurer l'adéquation et la pertinence du PAGIS et suivre les progrès réalisés en matière d'ISG, ce plan d'action sera actualisé annuellement, selon le calendrier suivant :

Mise à jour 1: Octobre 2018

Mise à jour 2: Octobre 2019

Mise à jour 3: Octobre 2020

Mise à jour 4: Octobre 2021

Une révision permanente des indicateurs sera assurée de façon à aller progressivement vers d'autres niveaux et catégories d'indicateurs.

Les versions actualisées seront soumises à MCC pour examen. Le processus d'actualisation annuelle informera sur les résultats atteints au niveau de chacune des activités prévues dans le plan d'action, ainsi que sur les problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre des activités en indiquant les mesures de mitigation envisagées et/ou prises. Les nouvelles activités identifiées

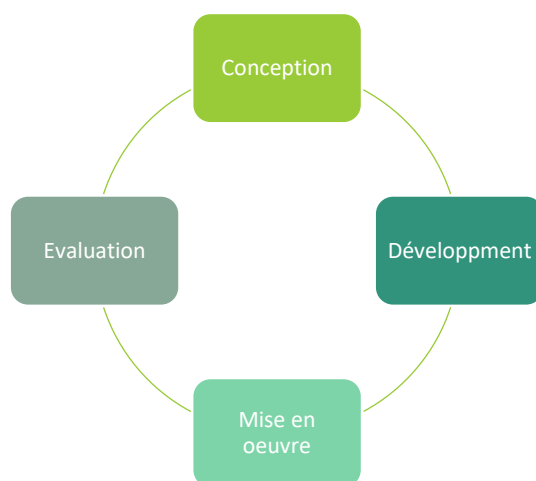
lors de la mise en œuvre du Compact II seront introduites au niveau des versions actualisées du plan d'action en tant que nouvelles activités et les conditions relatives à leur durabilité seront examinées.

ANNEXE

L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GIS DANS LE CYCLE DE PROJET : QUELQUES EXEMPLES D'ANALYSES PRELIMINAIRES ET DE CHECK-LISTS

La prise en compte de la dimension GIS est un processus qui devrait être intégré à toutes les étapes d'un cycle de projet. Dans la pratique, une bonne intégration des questions GIS implique que toutes les parties prenantes et tous les partenaires, hommes et femmes, abordent collectivement les problématiques et enjeux des projets qui les concernent ou qui les mobilisent. Cette approche reconnaît la nécessité d'utiliser des méthodologies participatives, c'est-à-dire incluant à la fois les femmes et les hommes ainsi que les personnes et groupes vulnérables, afin de lutter contre les inégalités et promouvoir la participation de tous.

La section suivante se base sur les différents guides de MCC³⁰ et s'inspire des outils techniques et méthodologiques internationaux en matière d'intégration de l'approche GIS dans les projets de développement.³¹ Elle donne un aperçu des principaux paramètres et des questions à prendre en compte en termes d'intégration de l'approche GIS lors de la conception, le développement, la mise en œuvre et l'évaluation d'un projet. Ces questions, sous forme de check-lists,³² n'ont pas l'ambition de l'exhaustivité. Elles sont proposées à titre indicatif pour aider à mieux cerner les spécificités et la diversité des considérations GIS à chaque étape du projet et peuvent être utilisées en leur intégralité ou en partie, en fonction des besoins du projet et du profil de l'utilisateur du PAGIS.

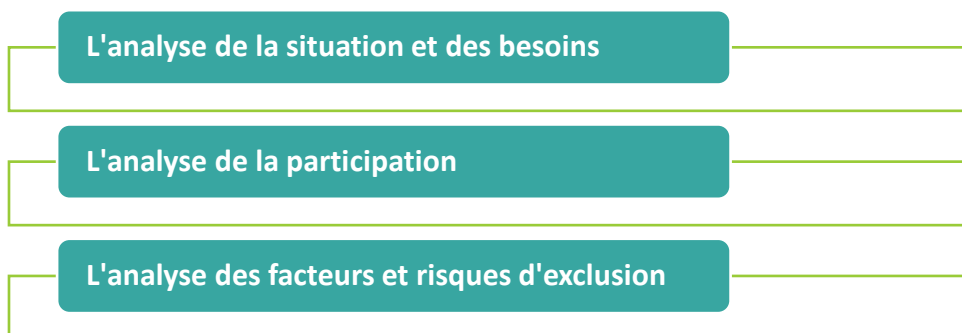


³⁰ <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf> - <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

³¹ Guides de l'OCDE : <http://www.osce.org/gender/36360> ; Guides de l'UNIDO-United Nations Industrial Development Organization : https://www.unido.org/sites/default/files/2015-01/Guide_on_Gender_Mainstreaming_ECC_0.pdf ; Rapport UN 2010 sur les facteurs d'exclusion.

³² Check-lists adaptées à partir des guides de l'OCDE et de MCC, *ibid.*

Conception du projet



Pour une intégration efficace de l'approche GIS, il est nécessaire de comprendre le contexte spécifique dans lequel se développera un projet et, en particulier, les différents rôles des hommes et des femmes et la situation spécifique des populations vulnérables. Parmi les analyses préalables indispensables pour bien cerner les enjeux et problématiques liées au GIS, nous pourrions citer :

Analyse de situation et évaluation des besoins : Une analyse de situation permet de comprendre comment les femmes et les hommes et les populations vulnérables sont affectés par différents facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, historiques et juridiques. Dresser ces besoins spécifiques dans les activités du projet, permet d'atténuer les risques d'exclusion. Une analyse de la situation peut être réalisée de diverses manières, notamment par le biais de recherches documentaires, de réunions avec les parties prenantes, d'entretiens avec des groupes de réflexion et d'ateliers participatifs, assurant une implication des hommes et des femmes et une représentation des différentes catégories sociales, notamment les couches les plus vulnérables.

Analyse de la participation : Cette analyse permet de vérifier les conditions et niveaux de participation des populations ciblées par le projet afin de garantir que leurs expériences et connaissances soient prises en compte par les parties prenantes. Les questions de genre et d'inclusion sociale doivent être identifiées lors des consultations impliquant ces publics / acteurs susceptibles d'être intéressés, impliqués ou affectés par le projet : Les hommes et les femmes ont-ils un accès égal à la participation ? Est-ce que les conditions d'accès des populations vulnérables sont réunies ? Qu'est-ce qui pourrait entraver ou promouvoir leur participation ? etc.

Analyse des facteurs d'exclusion : l'identification des critères pour déterminer qui est exclu et de quelle manière, est essentielle pour suivre les progrès réalisés et évaluer l'impact des mesures prises afin de promouvoir l'inclusion et de « s'assurer que personne n'est laissé pour compte ».³³ Cependant, quantifier l'exclusion sociale présente des défis considérables. Les personnes sont exclues de différentes manières et dans différents domaines de la vie. Les concepts d'inclusion sociale et d'exclusion sociale sont multidimensionnels et dépendent du contexte social, économique et politique. Par conséquent, les traduire en un ensemble précis d'indicateurs constitue un défi considérable.

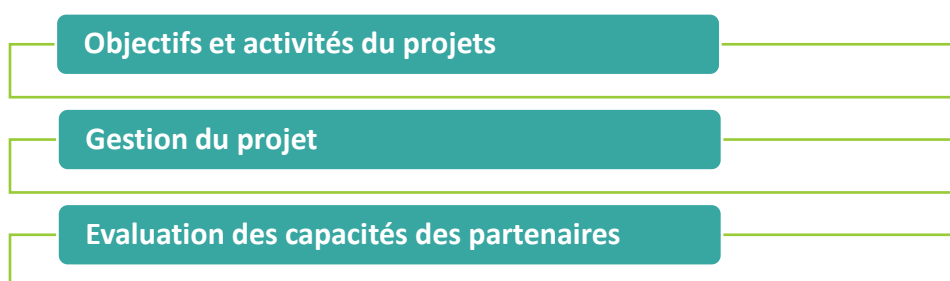
Aussi, une évaluation adéquate des besoins de ces publics spécifiques nécessite non seulement de disposer d'indicateurs objectifs sur le statut des individus et des groupes sociaux, mais doit également prendre en compte leurs vécus et leurs perceptions. « L'exclusion est, après tout, une expérience

³³ Rapport UN 2010 sur les facteurs d'exclusion sociale

personnelle, et les points de vue des personnes touchées ou risquant d'être laissées pour compte ne peuvent être ignorés ». ³⁴

Analyse des risques de la traite des personnes (TDP) : L'évaluation des risques de la TDP est réalisée dans tous les projets du Compact, en conformité avec la politique MCC en la matière.³⁵ Le but de cette politique est de fournir des directives opérationnelles pour l'évaluation et la gestion des risques liés à la TDP. Cette politique fournit des informations détaillées sur la manière de : (1) évaluer les risques de la TDP dans les projets ; (2) catégoriser les projets (à risque faible ou à risque élevé) ; et (3) gérer les risques au moyen des exigences minimales de la lutte contre la traite et du plan de gestion des risques de la traite. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables aux pratiques de traite de personnes. Il faudra veiller dans le cadre de cette analyse à identifier les moyens et mesures pour prévenir le harcèlement, l'intimidation et/ou l'exploitation, en particulier des femmes.

Développement du projet



Cette phase du cycle de projet nécessite de vérifier l'intégration effective de l'approche GIS à chaque niveau du développement du projet. Une série de questions peut vous guider.

Check-list

En termes d'objectifs et d'activités :

- ✓ Les questions GIS sont-elles clairement définies dans le contexte du projet ?
- ✓ Est-il possible d'avoir des données désagrégées ?
- ✓ Quelles sont les activités spécifiques requises pour la prise en compte des questions GIS ?
- ✓ Quel type d'expertise est nécessaire pour la pleine mise en œuvre de l'approche GIS (experts, points focaux, etc.) ?
- ✓ L'analyse des risques prend-t-elle en compte les facteurs qui peuvent influencer la capacité des femmes, des hommes et des populations vulnérables à participer aux activités du projet (manque de temps, de transport, de sécurité, discrimination quelconque, etc.) et propose-t-elle des mesures pour atténuer ces risques ?

En termes de gestion des activités :

- ✓ Le personnel du projet est-il familier avec les questions GIS en général et avec les activités du projet en particulier ?
- ✓ Une formation GIS est-elle nécessaire pour le personnel du projet sur les questions GIS ?

³⁴ *Idem*

³⁵ Counter-Trafficking in Persons Policy : <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

En termes de partenariats :

- ✓ Comment les institutions partenaires développent-elles leurs capacités dans la perspective de promouvoir la participation des femmes, des hommes et des populations vulnérables ?
- ✓ Une formation spécifique sur les questions GIS est-elle requise parmi les partenaires potentiels ?
- ✓ Les partenaires d'exécution sont-ils sensibilisés sur les enjeux du genre et de l'intégration des groupes vulnérables dans les projets ?
- ✓ Est-ce que la prise en compte des dimensions GIS du projet et leur importance a été communiquée à tous les partenaires et institutions impliqués ?
- ✓ Les responsabilités et les attentes en matière de GIS sont-elles clairement définies dans les termes de référence, les accords et les contrats ?

Mise en œuvre du projet

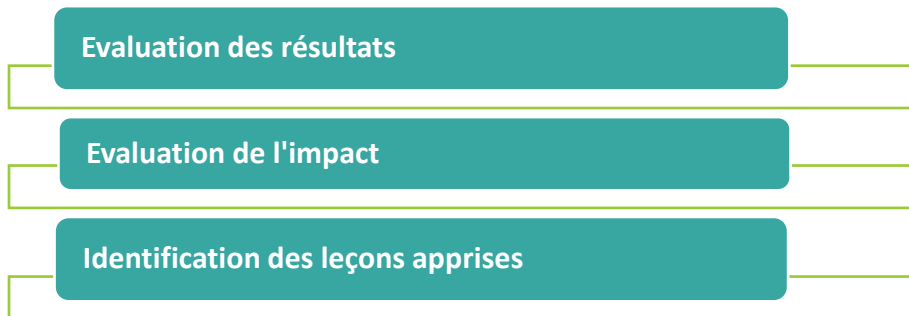


Check-list

Quelques questions à soulever pour s'assurer de l'intégration de l'approche GIS dans la phase d'implémentation :

- ✓ L'équilibre entre les deux sexes et l'accès aux populations vulnérables sont-ils garantis dans les activités ?
- ✓ Les liens entre l'approche GIS et les préoccupations des projets sont-ils mis à l'ordre du jour des réunions, comités de pilotage, ateliers, conférences, séminaires, etc. ?
- ✓ Les rapports, les exposés et les discours sont-ils écrits dans un langage sensible au genre et linguistiquement accessible à tous et est-ce qu'ils abordent les problématiques GIS chaque fois que nécessaire ?
- ✓ Des outils ont-ils été mis en place pour s'assurer que tous les groupes disposent d'informations adéquates et suffisantes sur le projet ?
- ✓ Les stratégies de communication traitent-elles des liens entre le GIS et les activités du Compact ?
- ✓ Les difficultés potentielles liées à l'intégration effective de l'approche GIS ont-elles été identifiées ?
- ✓ Les bénéficiaires sont-ils régulièrement consultés directement ou via leurs représentants (associations, fédérations, groupements, etc.) ?

Evaluation du projet



Le but d'une évaluation est d'analyser les effets d'un programme et de porter un jugement sur la base de critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, d'impact et de durabilité.

L'identification et l'inclusion d'indicateurs de performance ventilés par sexe et par milieu socioéconomique est au cœur d'une évaluation sensible au GIS. Ces indicateurs ne devraient cependant pas constituer une simple formalité, mais ajouter de la valeur et fournir des informations sur les questions sous-jacentes du projet ; c'est-à-dire aider à évaluer si les conditions des femmes, des hommes et des populations vulnérables ont vraiment changé en termes d'accès aux savoirs et aux ressources, de sécurité économique, de statut social, etc.

Check-list

Quelques questions à soulever pour s'assurer de l'atteinte de résultats réels et identifier les difficultés rencontrées dans le développement et la mise en œuvre du projet :

- ✓ Le projet a-t-il eu un effet/impact sur la situation sociale, économique, etc. et sur les populations, y compris les femmes et les hommes ?
- ✓ Le projet a-t-il pu produire l'impact prévu sur les questions GIS ? Si non, pourquoi ?
- ✓ Le projet a-t-il pu établir des collaborations avec des groupes de femmes, de jeunes ou des groupes vulnérables concernés par les activités développées ?